

KIT pédagogique n°4

Activité 1 : Qui est-ce ?

Activité : Qui suis-je ?

Objectifs pédagogiques :

Acquérir des connaissances sur les principaux acteurs et décideurs impliqués dans la politique européenne en matière d'asile et d'immigration.

Matériel nécessaire :

- 9 cartes avec photos/pictogrammes
- 9 cartes profil (explicatives) **x2** (1 lot pour chaque équipe)
- 2 cartons (dimensions à définir en fonction de la taille des cartes profil)
- patafix
- 1 petite boîte

TIMING DE L'ACTIVITÉ	
Explication du jeu	5'
Temps du jeu	20'
Debrief	5'
TOTAL	30'

Déroulé :

L'animateur.rice répartit les participant.e.s en deux équipes. Distribuer les cartes profil, le support en carton et du patafix aux deux équipes.

Chaque équipe doit poser avec du patafix sur le carton toutes les cartes de telle manière que l'équipe adverse ne puisse pas voir le carton de l'autre. Laisser quelques minutes aux équipes pour lire le contenu des cartes.

Dans une boîte au milieu de la table, poser les cartes avec les pictogrammes face cachée. Demander à une personne de chaque équipe de piocher une carte de la boîte. Cette carte doit rester secrète pour l'autre équipe.

À la manière du jeu classique "Qui est-ce", les deux équipes doivent poser des questions fermées (c'est -à -dire qui peuvent être répondues par oui ou non) à l'autre équipe pour deviner la carte de l'autre équipe.

La première équipe qui devine la carte de l'autre remporte la partie. Répéter

l'activité plusieurs fois pour faire découvrir plusieurs institutions de l'UE.

Débriefing :

Recueillir les impressions et les émotions du groupe

Poser des questions pour s'assurer du niveau de compréhension sur les différents organes et institutions de l'UE.

ANNEXE :

Rôles :

- CJUE ; La Cour constitue l'autorité judiciaire de l'Union européenne et assure, en coopération avec les juridictions des États membres, l'application et l'interprétation uniformes du droit de l'Union. La Cour de justice de l'Union européenne, qui a son siège à Luxembourg, est composée de deux juridictions : la Cour de justice et le Tribunal (créé en 1988). La Cour de justice de l'Union européenne a été créée en 1952 avec pour mission d'assurer le "respect du droit" "dans l'interprétation et l'application" des traités.

Dans le cadre de cette mission, la Cour de justice de l'Union européenne :

contrôle la légalité des actes des institutions de l'Union européenne,

veille au respect par les États membres des obligations découlant des traités, et

interprète le droit de l'Union européenne à la demande des juridictions nationales.

- CEDH : La Cour européenne des droits de l'homme est une juridiction internationale créée en 1959. Elle statue sur les requêtes individuelles ou étatiques alléguant des violations des droits civils et politiques énoncés dans la Convention européenne des droits de l'homme. Depuis 1998, elle siège à temps plein et les particuliers peuvent la saisir directement.

La Cour a examiné des centaines de milliers de requêtes depuis sa création. Ses arrêts sont contraignants pour les pays concernés et ont conduit les gouvernements à modifier leur législation et leurs pratiques administratives dans un grand nombre de domaines. La jurisprudence de la Cour fait de la Convention un instrument vivant, moderne et puissant, qui permet de relever de nouveaux défis et de consolider l'État de droit et la démocratie en

Europe. La Cour a son siège à Strasbourg.

- La Commission européenne : La Commission européenne fait partie de l'exécutif de l'Union européenne, avec le Conseil européen. Elle fonctionne comme un gouvernement de cabinet, avec 27 membres de la Commission dirigés par un président.

La Commission est divisée en départements appelés directions générales (DG), qui peuvent être comparés à des départements ou à des ministères, chacun étant dirigé par un directeur général responsable devant un commissaire.

Il y a un membre par État membre, mais les membres sont tenus par leur serment de représenter l'intérêt général de l'UE dans son ensemble plutôt que celui de leur État d'origine.

- Le Conseil européen : Les membres du Conseil européen sont les chefs d'État ou de gouvernement des 27 États membres de l'UE, le président du Conseil européen et le président de la Commission européenne.

Le Conseil européen définit l'orientation politique générale et les priorités de l'UE, traditionnellement en adoptant des conclusions. Il ne négocie pas et n'adopte pas les lois de l'UE.

- Conseil de l'UE : Le Conseil est un organe décisionnel essentiel de l'UE. Il est composé des ministres des gouvernements nationaux de chaque État membre, regroupés par domaine politique, et il négocie et adopte les actes législatifs dans la plupart des cas avec le Parlement européen par le biais de la procédure législative ordinaire, également connue sous le nom de "codécision".

La codécision est utilisée pour les domaines politiques dans lesquels l'UE a une compétence exclusive ou partagée avec les États membres. Dans ces cas, le Conseil légifère sur la base de propositions soumises par la Commission européenne.

COREPER : Le Coreper est l'acronyme du "Comité des représentants permanents des gouvernements des États membres auprès de l'Union européenne". Son rôle et ses différentes formations sont expliqués à l'article 240, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'UE.

- Le Coreper est le principal organe préparatoire du Conseil. Tous les

points à inscrire à l'ordre du jour du Conseil (à l'exception de certaines questions agricoles) doivent d'abord être examinés par le Coreper, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Il ne s'agit pas d'un organe décisionnel de l'UE et tout accord auquel il aboutit peut être remis en cause par le Conseil, qui est seul habilité à prendre des décisions.

Principales missions :

coordonne et prépare les travaux des différentes formations du Conseil

assure la cohérence des politiques de l'UE

élabore des accords et des compromis qui sont ensuite soumis à l'adoption du Conseil.

Le Coreper est composé des "représentants permanents" de chaque État membre, qui sont en fait les ambassadeurs de leur pays auprès de l'UE. Ils expriment la position de leur gouvernement. Les deux formations du Coreper (Coreper I et II) se réunissent chaque semaine.

- Parlement européen : Le Parlement européen est un forum important pour le débat politique et la prise de décision au niveau de l'UE. Les membres du Parlement européen sont directement élus par les électeurs de tous les États membres pour représenter les intérêts des citoyens en ce qui concerne l'élaboration de la législation européenne et pour veiller à ce que les autres institutions de l'UE fonctionnent de manière démocratique.

Le Parlement agit en tant que co-législateur, partageant avec le Conseil le pouvoir d'adopter et de modifier des propositions législatives et de décider du budget de l'UE. Il supervise également le travail de la Commission et d'autres organes de l'UE et coopère avec les parlements nationaux des pays de l'UE afin d'obtenir leur contribution.

- L'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA) est une agence de l'Union européenne chargée d'aider les États membres à appliquer l'ensemble des lois de l'UE régissant l'asile, la protection internationale et les conditions d'accueil, connu sous le nom de régime d'asile européen commun (RAEC).

L'AUEA est une ressource pour les États membres dans le domaine de la protection internationale, capable de fournir une assistance pratique, juridique, technique, consultative et opérationnelle sous de nombreuses formes. L'Agence ne remplace pas les autorités nationales chargées de

l'asile ou de l'accueil, qui sont en fin de compte entièrement responsables de leurs procédures et de leurs systèmes.

L'objectif ultime du travail de l'EUAA est de parvenir à une situation où les pratiques en matière d'asile dans tous les États membres de l'UE sont harmonisées conformément aux obligations de l'UE, ce qui signifie que la demande d'un individu dans n'importe quel État membre de l'UE recevra toujours le même résultat. De même, un demandeur suivra toujours une procédure similaire dans des conditions similaires, quel que soit l'État membre dans lequel il dépose sa demande, et bénéficiera des mêmes droits, obligations et conditions d'accueil.

- Pays tiers voisins (Turquie, Libye...) : L'UE travaille avec ses voisins du Sud et de l'Est pour parvenir à une association politique aussi étroite que possible et à un degré d'intégration économique aussi élevé que possible. La politique européenne de voisinage comprend des relations commerciales préférentielles, une participation au marché intérieur de l'UE et une assistance financière. Pays voisins : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Egypte, Géorgie, Israël, Jordanie, République kirghize, Liban, Libye, Moldavie, Maroc, Macédoine du Nord, Palestine, Syrie, Tunisie et Ukraine.

Sources :

https://curia.europa.eu/jcms/jcms/j_6/es/

<https://www.echr.coe.int/>

https://commission.europa.eu/index_es

<https://www.consilium.europa.eu/es/european-council/>

<https://www.europarl.europa.eu/portal/en>

<https://euaa.europa.eu/>